

Les offices religieux ne reprendront pas avant le 8 juin. Les réactions au sein des Eglises réformées romandes diffèrent largement, entre compréhension, simple impatience et vraie indignation

«Le choix de l'acceptation»

ANNE-SYLVIE SPRENGER

Crise sanitaire ▶ «Cela me paraît ahurissant qu'on puisse être vingt personnes dans un restaurant, par table de quatre, mais pas dans un temple, en respectant les mêmes mesures de distanciation! Face au plan d'assouplissement des mesures sanitaires dévoilé le 29 avril par le Conseil fédéral, le président de l'Eglise réformée évangélique du Valais (EREV), Gilles Cavin, ne cache pas son incompréhension: «On peut donc aller se faire tatouer l'épaule ou manger une pizza, mais pas aller au culte?»

Ce décalage interroge dans les milieux concernés, notamment du côté des paroissiens. «Il y a une forte demande chez nous pour qu'on reprenne les cultes, c'est légitime», confie Emmanuel Jeger, membre de l'exécutif de l'Eglise évangélique réformée vaudoise (EERV). Et la présidente, Marie-Claude Ischer, de confirmer: «Il est vrai que pour plusieurs chrétiens de ce pays, c'est une véritable souffrance de ne pas pouvoir se rassembler. Pour autant, nous devons être conscients de notre responsabilité.»

La santé des paroissiens

Précisément, pour quelles raisons sanitaires la réouverture des offices religieux ne figure-t-elle pas dans le plan du 11 mai? «Les offices religieux sont considérés comme de grands rassemblements. Ils sont, dès lors, comme les autres rassemblements, interdits pour l'instant», répond sommairement Yann Huhmann, porte-parole de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Une explication qui ne convainc guère le Valaisan. «Si un restaurant arrive à aménager son espace pour accueillir vingt ou trente personnes dans un cadre sécurisé, pourquoi les Eglises n'y arriveraient-elles pas?»

«On ne peut pas négliger ce derrière la phrase d'Alain Berset: Aussi vite que possible mais aussi lentement nécessaire» se dissimulent les pressions exercées par certains milieux économiques souhaitant reprendre les affaires, pointe Pierre-Philippe Blaser, président de l'Eglise évangélique réformée de Fribourg (EERF). Et dans cette lutte d'influence, les Eglises et représentants des religions pèsent sans doute moins lourd que les lobbys et les partis de l'économie.»



«Les offices religieux sont considérés comme de grands rassemblements. Ils sont, dès lors, comme les autres rassemblements, interdits pour l'instant», dit en substance l'OFSP. KEYSTONE

Du côté de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), en lien direct avec l'OFSP, la position est claire: «Nous ne faisons pas pression pour bousculer quoi que ce soit», confie Bettina Beer, responsable des relations avec les Eglises cantonales. Si le président de l'EERS, Gottfried Locher, a directement interpellé le Conseil fédéral pour que celui-ci tienne également compte des besoins des Eglises et de

leurs membres, «la chose la plus importante à nos yeux reste la santé des paroissiens comme celle du personnel des Eglises». «Etant donné que les participants à nos cultes sont très majoritairement des personnes à risque, je comprends la prudence du Conseil fédéral, formule à son tour Philippe Kneubühler, membre de l'exécutif des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure. Je suis toutefois conscient du souci des

Eglises et des œuvres qui comptent sur les collectes pour se financer.»

De fait, toute décision sur les offices religieux s'applique à toutes les religions et types de rencontres organisées par ces communautés. Comme le souligne Pierre-Philippe Blaser, «un culte de trente personnes pendant une heure est sans doute plus gérable en termes d'hygiène et de distances qu'une célébration de 200 personnes, comme lors

des confirmations, qui dure deux heures.» Tous les lieux de culte ne disposent d'ailleurs ni de la même fréquentation ni des mêmes structures. «Les centres culturels musulmans, par exemple, ont souvent de petits espaces qui accueillent des personnes très rapprochées», explique-t-il.

De la frustration au soulagement

Si des frustrations se font entendre auprès des fidèles, certaines Eglises cantonales ont clairement fait le choix de l'acceptation. «A la direction de l'EERV, on essaie d'être hors indignation», formule Jean-Baptiste Lipp, membre de l'exécutif. «On surfe sur la réalité. Se soumettre à nos autorités est d'ailleurs un principe biblique.» Blaise Menu, modérateur de la Compagnie des pasteurs et des diacres de l'Eglise protestante de Genève, exprime aussi un certain soulagement à ne pas figurer sur la liste des premières mesures d'assouplissement: «En France, on a accusé, à tort ou à raison, le rassemblement évangélique de Mulhouse d'avoir joué un rôle dans la diffusion du virus. Je n'ai pas du tout envie que l'on puisse nous dire, en cas de deuxième vague en Suisse, que c'est parce qu'on a rouvert les offices religieux!» Ce cas a marqué les esprits. Le porte-parole de l'OFSP, Yann Huhmann, rappelait ainsi que «d'importantes propagations se sont produites lors de réunions religieuses». En réponse à ces craintes, le Valaisan Gilles Cavin rétorque qu'il suffirait de redonner la main aux cantons, chargés de veiller au respect des normes sanitaires.

Refuser du monde?

Le respect de ces normes soulève cependant des questions bien particulières, comme l'indique Jean-Baptiste Lipp: «A la différence des restaurants, je me verrais mal refuser du monde ou dire aux paroissiens de venir sur inscription. Ce n'est pas dans la culture de l'accueil inconditionnel que l'on prêche.» Un propos appuyé par Blaise Menu: «Il faudra assumer de se poster à l'entrée d'un temple et de renvoyer du monde. Les Eglises ont intérêt à prendre la mesure de ce que cela signifiera. Or le dimanche de la réouverture, nous pourrions être face à une demande inhabituelle.»

PROTESTINFORM

RETOUR DES MESSES, MODE D'EMPLOI

Fin avril, le président de la Conférence des évêques suisses (CES), M^r Felix Gmür, avait déploré que le Conseil fédéral ait «oublié les Eglises» dans son calendrier de déconfinement. Si les messes publiques ne sont pas encore autorisées, les évêques suisses sont prêts: ils ont élaboré un plan de protection pour célébrer les offices religieux. Celui-ci prévoit que chaque fidèle dispose d'au moins 4 m². Pour éviter la surcharge, ils encouragent à recourir à un système de réservation et de places numérotées. Les portes doivent par ailleurs être ouvertes pour les

fidèles, de sorte que ceux-ci ne touchent pas les poignées. Durant la messe, tout contact entre personnes ou avec des objets doit être évité. L'échange du signe de la paix, via une poignée de mains, est supprimé. Les corbeilles ne circuleront plus dans les bancs pour la quête, l'offrande pouvant être déposée dans une corbeille à la sortie. Les groupes à risque sont invités à fréquenter la messe en semaine et à éviter la messe dominicale. Si le plan de protection ne peut être appliqué, la CES proscrit de célébrer des messes publiques. ATS/DHN

Une Eglise trop communautaire ou pas assez?

Covid ▶ La diffusion des messes et des cultes télévisés ou en ligne durant le confinement a suscité des débats théologiques opposants des visions divergentes de l'Eglise catholique et de sa mission. Pour certains, les nombreuses messes célébrées «sans le peuple» et mettant en scène les seuls prêtres, relèvent d'un «cléricalisme» en contradiction avec le Concile Vatican II, qui a rappelé l'importance des fidèles dans l'institution. Comme l'explique le philosophe Grégoire Solari sur le blog qu'il tient dans *La Croix*, «si la chose est problématique, c'est parce qu'elle 'fixe' une représentation de l'Eglise» – Eglise incarnée d'abord par son appareil hiérarchique.

Il estime aussi que ces célébrations à distance «ignorent le chantier pastoral ouvert par le pape François dans le sillage de Vatican II, à savoir la synodalité», qui repose sur tous les fidèles et

pas seulement sur les «clercs». La Conférence catholique des baptisés-e-s francophones (CCBF) note de son côté que depuis la crise sanitaire, «bien des initiatives personnelles et de groupes chrétiens se substituent tous les jours à la possibilité des rencontres institutionnelles notamment dominicales».

Pour Grégoire Solari, chargé d'enseignement en théologie à l'université de Genève et formateur d'adultes auprès du vicariat épiscopal de Lausanne, la suspension des cérémonies communautaires interroge la conception même de l'Eglise. Interrogé par l'agence cath.ch, il juge que «le temps est à une configuration du christianisme plus intime, plus familiale et aussi plus fraternelle». Il faut donc former les fidèles «de manière à ce qu'ils puissent exercer leur responsabilité de baptisés», ce qui veut dire aussi ne plus limiter cette responsabilité à des sup-

pléances administratives. Gardien de la chapelle Notre-Dame du Vorbourg, sur les hauteurs de Delémont (JU), l'abbé Bernard Miserez estime lui aussi que l'Eglise s'est un peu trop confinée dans une «obésité liturgique», durant cette crise avec une «anémie dramatique» en ce qui concerne la proximité, l'accueil et la présence.

Grégoire Solari

La retransmission des cérémonies du Vendredi Saint, présidées par le pape François au Vatican, a dépassé les 17 millions de téléspectateurs. D'autres célébrations religieuses ont enregistré de belles audiences dans de nombreuses parties du monde, en Suisse aussi. Le recteur de la Faculté de théologie de Lugano, René Roux, y voit pour sa part un contraste important «avec l'opinion dominante d'une marginalisation croissante du christianisme dans la société». A noter que la messe vaticane de Pâques attire à elle

seule chaque année déjà des dizaines de milliers de fidèles lors de sa célébration à Rome.

Dans un article d'opinion paru le 5 mai sur le site cath.ch, René Roux juge pour sa part que le succès de ces messes remettrait en cause «certaines des stratégies pastorales les plus répandues dans l'Eglise, ces dernières années». A savoir, «le renouvellement de la liturgie pour la rendre toujours plus proche des personnes». Pour le théologien du Tessin, cette ligne a fini par «mettre en avant de façon déséquilibrée la dimension communautaire et intellectuelle de la liturgie, jusqu'à détourner l'attention de la réalité sacrée du mystère». Le professeur de théologie estime même que «cela a pu favoriser l'absentéisme dans nos églises au profit des formes alternatives de religiosité en dehors de la tradition chrétienne».

DOMINIQUE HARTMANN, AVEC CATH.CH